

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 1 (1973)

DOI: 10.11588/fr.1973.0.46147

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL BRUGUIÈRE

REMARQUES SUR LES RAPPORTS FINANCIERS ENTRE  
LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE DU NORD À L'ÉPOQUE  
NAPOLÉONNIENNE: HAMBOURG ET »LE PARTI DE LA PAIX«

Cette communication porte un titre: »Remarques sur les rapports financiers entre la France et l'Allemagne du Nord à l'époque napoléonienne«, et un sous-titre plus modeste: »Hambourg et le parti de la paix«. Je voudrais, en guise d'introduction, justifier l'un et l'autre, et d'abord dire avec quelle humilité doivent être présentées ces simples »remarques«. Il n'existe pas, en effet, à l'heure actuelle, de synthèse sur les rapports financiers de la France et des villes hanséatiques, ni sur leurs rapports commerciaux, qui en sont un élément décisif. Le jour où elle serait écrite, une telle synthèse devrait sans doute se fonder sur des données statistiques quant aux échanges en denrées coloniales, en produits manufacturés, en vins et en céréales, qui pourraient, non sans difficulté, être reconstituées. Mais elle devrait aussi tenir compte des mouvements en numéraire, et surtout de la circulation bancaire entre établissements français et hanséatiques, dont il est à peu près impossible, aujourd'hui, de connaître l'ampleur et la véritable nature; non seulement en effet les archives des banques ont souvent disparu et sont rarement accessibles, mais la nature même des opérations y est ingénieusement camouflée, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons. Enfin, on ne saurait légitimement borner aux villes hanséatiques l'étude sérieuse de tels échanges, qui souvent mettaient en jeu l'ensemble du système financier mondial. Elle ne pourrait que prendre place dans la passionnante étude, qui dépasse les forces d'un chercheur isolé, du marché des métaux et des effets de banque ou de commerce entre la France et la Hollande, l'Angleterre et l'ensemble de l'Allemagne, avec prolongements innombrables vers l'Espagne, ses possessions d'Amérique et les Etats-Unis. M. Bertrand Gille, dans son étude sur »les Rothschild«, M. François Crouzet dans sa thèse sur »le Blocus continental«, ont jeté de vives lueurs sur certaines régions de ce paysage, mais le reste n'est qu'obscurité.

Peut-être cependant, en essayant d'examiner le rôle politique que Hambourg, Brême et Lübeck, bon gré mal gré, durent tenir entre 1806 et 1810, percevra-t-on mieux quelques unes des pulsions souterraines qui ont secoué l'Europe impériale.

Rappelons d'abord quelques dates :

En Juin 1803, c'est par le blocus des bouches de l'Elbe et de la Weser que l'Angleterre met fin à la paix d'Amiens; la France y répond par une occupation du Hanovre qui ménage cependant le territoire même des villes hanséatiques. Mais la mise en œuvre du Blocus continental (décret de Berlin – 21 Novembre 1806), coïncide avec l'occupation de Hambourg par Mortier (19 Novembre); l'aggravation du système (décret de Fontainebleau, 18 Octobre 1810), précède du peu l'annexion pure et simple (13 Décembre). Entre temps, comment non seulement les amis de l'Angleterre, mais aussi tous ceux qui souhaitaient le retour de la paix européenne n'auraient-ils pas cherché sur place à s'informer et à agir?

Pour ce qui est de l'information, les textes abondent, comme celui-ci, écrit à Berlin, dix jours avant la signature du fameux décret (le 11 Novembre 1806), et d'un ton assez rare dans la correspondance diplomatique :

Talleyrand à Bourrienne :

*»Hambourg est aujourd'hui le lieu où abondent le plus les renseignements de  
»tout genre. Ne négligez rien pour vous en procurer. Nouvelles de terre et de  
»mer, de Russie, de Suède, du Danemark et d'Angleterre, ce qui se passe dans  
»votre voisinage et autour de vous, ce qu'on dit à Hambourg, ce qu'on y  
»conjecture, ce que l'on y suppose, en un mot tout ce qui peut avoir quelque  
»intérêt militaire ou politique, veuillez m'en instruire avec toute l'exactitude  
»et avec toute la célérité possibles.«<sup>1</sup>*

Quant aux moyens d'action des uns et des autres, nous allons tenter d'en définir la nature et les limites; nous nous intéresserons ensuite aux principaux membres de ce groupe, rassemblé par des liens plus amicaux que politiques autour de Talleyrand, et qu'il faut bien, avec Metternich, appeler «le parti de la paix»: nous remarquerons que l'Empereur, par une singulière aberration, en plaça les membres aux lieux mêmes où ils pouvaient le mieux lui nuire. Nous verrons enfin comment le parti de la paix, apparemment vaincu par les annexions de 1810, et la déclaration de guerre de la Suède à l'Angleterre, devait en définitive triompher de l'Empereur, quatre ans plus tard, et s'installer au pouvoir, à Paris.

\*

<sup>1</sup> Archives Affaires Etrangères, Hambourg vol. 119.

## I

Les grandes puissances, dès le début des »French Wars«, avaient recensé leurs moyens d'actions. C'est dire que dès 1795, lors de la transformation de la Hollande en »République batave«, le rôle des villes hanséatiques comme point de débarquement obligé des marchandises, avait été clairement perçu. Rappelons les remarques de Caillard, Ministre de France auprès de la Diète germanique.

*»Depuis le Tage jusqu'à l'Elbe, il n'est aucun point sur le continent où les Anglais puissent aborder. Que nous reste-t-il donc à faire? La réponse se présente d'elle-même: garder l'embouchure de l'Elbe, et arrêter encore le commerce qui pourrait se faire par cette voie avec le Nord de l'Allemagne... Si ces efforts ont le succès qu'il est naturel d'en espérer, le commerce anglais avec toute l'Allemagne est... réduit, la correspondance coupée, les lettres de change n'arrivent plus, le désordre se met dans toutes les places de commerce de l'Angleterre, les banqueroutes se multiplient, et la position des négociants et de la partie du peuple qui vit par eux leur devient tellement intolérable que le ministère est enfin obligé de solliciter la paix«.<sup>2</sup>*

Ce qui était vrai en 1795 le restait sans doute en 1803, compte tenu de »l'essor foudroyant« selon le mot de M. Crouzet, du commerce de Hambourg et de Brême<sup>3</sup>, »centre des changes, grand dépôt de la plus grande partie des produits coloniaux des Indes et des objets manufacturés britanniques destinés à la consommation de toute l'Europe«<sup>4</sup>; c'est bien autour de ces marchandises qu'allait s'engager la querelle du Blocus. Mais ne perdons pas de vue pour autant le corollaire obligé de toute circulation de marchandises: la circulation du numéraire et du papier.

Ainsi, dès les premières années de la Révolution, chaque fois que le gouvernement français avait eu besoin de numéraire (notamment lorsque l'Espagne avait provisoirement interdit l'exportation de ses piastres), il avait acheté de l'argent à n'importe quel prix, et en particulier à Hambourg, par l'intermédiaire de l'agent de la Caisse d'Escompte<sup>5</sup>. Cela dégradait sans doute dans l'immédiat le change français, mais le gouvernement comptait ensuite, grâce à ce numéraire, éponger le marché en acquérant le papier sur la France. En règle générale, le change aurait dû être

<sup>2</sup> Aff. Etrang. Mémoires et Documents, 655 (France et Divers Etats, 284), cité par B. DE JOUVENEL, Napoléon et l'économie dirigée p. 58.

<sup>3</sup> FR. CROUZET, L'Économie britannique et le Blocus continental, I, p. 129-135, qui cite (p. 130 n° 9) de nombreux documents anglais (lettres de Thornton, P. Colquhoun, Sir F. Baring).

<sup>4</sup> P. Colquhoun, cité par Crouzet, p. 129.

<sup>5</sup> Cf. ANTONETTI: Greffuhle Montz et Cie, une maison de Banque à Paris au XVIIIème siècle, p. 196 et 217.

favorable pour la France entre le printemps et l'automne, au moment où Amsterdam et Hambourg exportaient les denrées coloniales et les vins de Bordeaux, et alimentaient par conséquent le marché des changes français, en marks, florins et livres; il était défavorable à la saison froide, où le courant d'exportation cessait<sup>6</sup>. Mais, dès 1791, ces alternances naturelles avaient été considérablement perturbées par les événements politiques, d'où la possibilité, pour les banquiers, de spéculations d'un type nouveau: c'est ainsi qu'au début de mars 1792, le banquier Osy, d'Amsterdam et Hambourg, fit tirer 300 000 livres tournois à 2 mois, sur Greffulhe Montz à Paris, espérant profiter de la baisse de la monnaie française qui était prévue entre temps; malheureusement pour lui, ce fut le contraire qui se produisit: la monnaie française oscilla fortement dans les semaines qui précédèrent et suivirent la déclaration de guerre du 20 Avril, mais les traites vinrent à échéance dans une phase forte. Osy prétendit donc obtenir un nouveau délai; Greffulhe et Montz refusèrent de se prêter à cette *»mobilisation des créances bancaires«*, d'où une brouille définitive entre les deux maisons<sup>7</sup>. Nous retrouverons Osy en 1805, animé de dispositions analogues.

Si l'on souhaite enfin, par le rappel d'un autre précédent, indiquer combien la spéculation à Hambourg sur les effets et les taux de change était véritablement le pont-aux-ânes de la finance européenne, il suffira de mentionner la proposition faite au Directoire, en juillet 1796, pour réduire la puissance économique anglaise. Il s'agit du fameux document, émanant de milieux très familiarisés avec le commerce des métaux, (c'est-à-dire probablement les Lecouteulx et leurs amis) qu'a cité M. Bertrand de Jouvenel<sup>8</sup>.

Le premier moyen était celui-ci:

*»On nuirait essentiellement à l'Angleterre, si l'on y travaillait à resserrer la circulation par l'extraction des guinées«*.

Pour cela il suffirait de remettre à Londres des lettres de change à la Banque, qui paie en papier-monnaie, et de convertir aussitôt ces billets en guinées, qui seraient ensuite exportées clandestinement et converties en espèces de France. Sans doute un tel procédé, fort utile en 1796, ne fut-il plus concevable à partir de 1797, où le *»Restriction Act«* imposa le cours forcé de la livre sterling; mais l'Angleterre n'en restait pas moins soumise à la nécessité d'exporter du numéraire, chaque fois qu'elle ne disposait

<sup>6</sup> ANTONETTI, p. 106 et 188.

<sup>7</sup> do, p. 144.

<sup>8</sup> Aff. Etrang. Mémoires et Documents, Angleterre 46, Doc. 33/34 et 35, cités par JOUVENEL, pp 61 sqq.

pas sur le continent et au lieu voulu, d'une quantité suffisante de créances commerciales, convertibles en traites sur le Trésor britannique.

N'oublions pas d'autre part les autres moyens suggérés par le même document de 1796 :

*»l'échange multiplié des billets de banque contre des espèces en offrant graduellement un agio plus considérable, l'avilissement du change de l'Angleterre avec l'étranger, les entraves à l'exportation des marchandises anglaises, en gênant la navigation sur Hambourg, Lübeck et Brême«.*

Telles étaient donc, bien avant brumaire, les possibilités d'intervention de la France à Hambourg: monétaires, mais aussi et surtout politiques; il va de soi que l'Angleterre avait rigoureusement les mêmes. Il est bien clair en outre qu'après Trafalgar, et la réorientation du commerce français vers des voies terrestres, les moyens monétaires et bancaires étaient passés surtout aux mains des Anglais, les Français conservant les moyens politiques, à savoir la menace ou la réalisation d'une intervention armée. C'est dans le cadre ainsi délimité qu'il convient, maintenant, de placer son regard un peu plus près.

\*

Et d'abord sur les mouvements monétaires, que les diplomates français suivaient de près puisqu'ils signifiaient que l'Angleterre déversait ses métaux précieux sur le continent afin de subventionner la guerre: en septembre 1804, au moment où la Russie tentait de nouer avec l'Angleterre la 3ème coalition, voici ce qu'écrit Reinhard:

*»Je suis informé que l'Angleterre recommence à tirer des lingots et des piastres de la place de Hambourg, et que cet argent sera embarqué à bord d'une frégate qui est au bas de l'Elbe, et qui a déjà à son bord plus de deux millions en numéraire. On en conclut que cette frégate avec sa précieuse cargaison est destinée à se rendre à St-Petersbourg, et il est facile de deviner l'emploi qu'on se propose d'en faire«.<sup>9</sup>*

Quelques jours plus tard, le diplomate précise à quels indices on a pu constater l'importance de la somme retirée:

*»On peut croire que ces achats sont très considérables puisqu'en peu de jours ils ont fait monter l'escompte de 4<sup>o</sup>/o à 8<sup>o</sup>/o, et qu'ils ont fait baisser de 3<sup>o</sup>/o*

<sup>9</sup> Reinhard à Talleyrand, Arch. Aff. Etrang., Hambourg t. 118, 20 fructidor an XII.

*»le change de Londres. Cependant on remarque depuis quelque temps qu'une  
 »faible augmentation ou diminution de numéraire sur la place de Hambourg  
 »y fait sur le champ une impulsion considérable, ce qui n'est pas un signe de  
 »prospérité. Quoi qu'il en soit, il est constant que les Anglais achètent de  
 »l'argent, dont la destination n'est pas pour Londres. Sur cette destination  
 »même les opinions sont partagées. Les uns disent que ce sont des subsides  
 »pour la Suède; les autres que ces fonds iront à Pétersbourg et qu'ils n'entreront  
 »pas directement dans les caisses de l'Etat«.<sup>10</sup>*

Cependant, en avril 1805, lors de la conclusion réelle et définitive de l'accord anglo-russe, Reinhard est moins perspicace, bien qu'il apprenne *»par la Hollande que les fonds anglais ont baissé considérablement«*<sup>11</sup>. Mais il attribue le fait à de mauvaises nouvelles venues de l'Inde.

Dès son arrivée à Hambourg, où il remplace Reinhard, Bourrienne transmet des nouvelles plus rassurantes:

*»Il n'y a aucune apparence de versement d'argent sur le continent de la part  
 »de l'Angleterre. Le change de ce pays sur Hambourg gagne dans ce moment  
 »de 3 à 4<sup>0</sup>/<sub>0</sub>; au moindre mouvement de fonds, il retombe au dessous du pair  
 »jusqu'à 5, 6 et 7<sup>0</sup>/<sub>0</sub>«.<sup>12</sup>*

En Octobre, il signale que

*»l'arrivée des subsides anglais sur le continent a fait hausser le change de  
 »Vienne de 4 à 5<sup>0</sup>/<sub>0</sub>«.<sup>13</sup>*

Mais au même moment les troupes françaises faisaient route sans le savoir, vers Austerlitz.

Par la suite, la correspondance de Bourrienne est plus rare en indications de ce genre, si l'on excepte, le 30 Septembre 1806, c'est-à-dire au moment même où la Prusse lance la 4<sup>ème</sup> coalition (l'ultimatum prussien est du 26), cette suggestion extraite du confidentiel *»Bulletin de Hambourg«*:

*»Le change de Hambourg continue à être favorable à la France. L'on s'attend  
 »incessamment à ce que l'Angleterre tire sur cette place de fortes sommes pour  
 »subsides. L'on pourrait en rendre la négociation difficile et coûteuse à l'Angle-  
 »terre, en faisant tirer de Paris et d'Amsterdam de fortes sommes sur Ham-  
 »bourg, ce qui rendrait l'argent rare et cher dans cette dernière place, opération  
 »qui entraverait toutes les dispositions des ennemis de la France.«*

<sup>10</sup> d<sup>o</sup>, 25 fructidor an XII.

<sup>11</sup> d<sup>o</sup>, 27 germinal an XIII.

<sup>12</sup> Bourrienne à Talleyrand, 9 messidor an XIII.

<sup>13</sup> d<sup>o</sup>, 28 brumaire an XIV.

Mais il est fort peu vraisemblable, la guerre ayant commencé dès le 8 Octobre et s'étant pratiquement achevée le 14 à Iéna, que l'on ait eu le temps de mettre l'idée en pratique.

Retenons de ce survol, pour l'instant, l'extrême sensibilité du marché monétaire de Hambourg. Nous allons constater que le marché fiduciaire avait une importance au moins égale.

On peut citer d'abord cet extrait d'un journal de Hambourg, relatif à l'état du commerce et des changes en décembre 1804, qui a été traduit et transmis par Reinhard:

*»Dans ce siècle de papier où notre place est devenue le centre de toutes les  
»opérations de change [ce que nous appellerions le centre de clearing inter-  
national], ainsi que de tous les abus qui en résultent, où cette branche de  
»commerce s'est presque seule maintenue dans toute son étendue, tandis que  
»celui des marchandises qui, dans la règle, devrait servir à l'autre de base et  
»de boussole, a, proportion gardée, perdu presque toute son influence; dans  
»ce siècle, dis-je, les secousses et les révolutions du négoce des changes seront  
»à l'ordre du jour aussi longtemps que durera la guerre, et nous ne pourrons  
»manquer d'occasion de rendre nos rapports intéressants«.*<sup>14</sup>

On voit dès lors combien, dans ce «siècle de papier», le rôle de ceux qui émettent, ou endossent, ou refusent une traite peut devenir politiquement important. Les variations du change ne sont plus ces variations climatiques et régulières que l'on observait en 1790. Par leur brutalité, par leur ampleur, elles sont le reflet des rapports de force entre les puissances, mais aussi un moyen privilégié de modifier ou d'altérer ces mêmes rapports.

Et c'est ici que nous voyons réapparaître le banquier Osy, au cœur même de la grande crise de septembre 1805, qui faillit emporter la Banque de France, alors que ni Trafalgar ni Austerlitz n'avaient encore indiqué de quel côté pencherait le sort. On a beaucoup épilogué sur cette crise<sup>15</sup>, on a décrit la spéculation d'Ouvrard et de Vanlerberghe, le traité sur les piastres entre Ouvrard et le Roi d'Espagne. On a étudié les motifs structurels et proprement français qui entravèrent le fonctionnement normal de la Banque; peut être conviendrait-il aussi de rappeler ce passage des Mémoires de Bourrienne:

*»Vers la fin de septembre (1805) le change de Hambourg sur Paris éprouva  
»une baisse véritablement effrayante. Elle allait à 20 % de perte, elle s'arrêta à*

<sup>14</sup> Reinhard à Talleyrand: *»Coup d'œil sur le commerce de Hambourg«* joint à la dépêche du 17 nivôse an XIII (Arch. Aff. Etrang.).

<sup>15</sup> Cf notamment ARNNA, *Lettres de Napoléon au Comte Mollien* p. 33-37, 389-402, *Mémoires de MOLLIEN, D'OUVRARD et de BOURRIENNE, et DUPONT DE NEMOURS, Sur la Banque de France ... avec une théorie des Banques*, Delance, Paris 1806.

»17% au dessous du pair. Cette spéculation sur la baisse du change était faite  
 »avec autant d'imprudence que d'animosité par la maison OSY et Cie. Le chef  
 »de cette maison, émigré, hollandais, était établi à Hambourg depuis environ  
 »six ans. Il ne laissait échapper aucune occasion de signaler sa haine contre la  
 »France. Une succursale que cette riche maison avait à Rotterdam était égal-  
 »ement très hostile pour nous, d'où l'on peut conclure que si trop de gens  
 »soumettent leurs opinions politiques à l'intérêt, il en est quelques uns qui  
 »compromettent leurs intérêts pour le triomphe de leur opinion«. <sup>16</sup>

Laissons à Bourrienne la responsabilité de ses jugements philosophiques: rien ne prouve en effet qu'au bout du compte, Osy ait été perdant. Retenons que la crise de septembre 1805, qui intervenait au moment même où l'Angleterre redoutait le plus un débarquement, et où l'Autriche envahissait la Bavière, fut entretenue, sinon causée, par une véritable guerre bancaire, dont un autre moyen, rappelé aussi par Bourrienne, consistait à faire annoncer dans des lettres commerciales destinées à Hambourg l'imminente création en France d'un papier-monnaie <sup>17</sup>.

Résumons nous: de 1792 à 1806, les villes hanséatiques et plus particulièrement Hambourg, îlots de neutralité, noeuds commerciaux, monétaires et bancaires d'une Europe en guerre, ont été par là-même le centre de renseignements le plus actif, et la base irremplaçable de toute spéculation économique ou politique. Cependant, malgré le blocus tour à tour imposé par les Anglais ou les Suédois, elles avaient conservé tant bien que mal leur indépendance politique. On aperçoit donc, avec une évidence presque mathématique, les conséquences que devaient comporter, après 1806, la politique de blocus continental et son corollaire, l'occupation militaire:

– Premièrement, l'occupation ôte à ces villes la neutralité, donc le crédit. Or, comme l'a dit Charles de Villers en termes expressifs dans un rapport de 1809 dont nous reparlerons, ôter

»le crédit à ces peuples, ce n'est pas enlever à un peuple agricole ses moissons  
 »et ses magasins, que de nouvelles récoltes remplaceront; non, c'est comme si  
 »l'on ôtait à un peuple agricole son terrain même, comme si un affreux fléau  
 »de la nature ne laissait à la place de ce terrain qu'un gouffre immense, ou un  
 »désert de sable infertile«. <sup>18</sup>

<sup>16</sup> BOURRIENNE, Mémoires, VI, 20.

<sup>17</sup> BOURRIENNE – Mémoires, VII, 6: »Je lus des lettres adressées à de fortes maisons de Hambourg dans lesquelles on parlait même d'un papier-monnaie«; Bourrienne à Talleyrand, Arch. Aff. Etrang. Hambourg t. 118: »Cette baisse inconcevable de notre change a été l'effet de beaucoup de circonstances réunies, mais surtout de la peur d'un papier-monnaie« (23 vendémiaire an XIV, 15 Octobre 1805).

<sup>18</sup> Villers, Idée générale du commerce des trois grandes villes maritimes du Nord de l'Allemagne, dites villes Anséatiques, rapport joint à une lettre de Reinhard, 6 Nov. 1809 (Arch. Aff. Etrang. Hambourg, t. 120, pp. 397-403).

– Deuxièmement: la flotte anglaise intacte contrôlant le commerce maritime mondial, le trafic des piastres et des guinées se fait, malgré tout, et le Grand Empire lui-même ne saurait s'en passer. Mieux, il devra, du moins jusqu'à la crise de 1811 et l'aventure russe, s'accommoder des amitiés et des complicités de quiconque est capable de négocier, sur un plan financier, avec l'adversaire.

Dès lors, Hambourg, Brême et Lübeck, »champ de bataille économique« entre 1806 et 1810, vont aussi devenir le théâtre d'intrigues et de manœuvres plus obscures encore que celles de la période précédente, et dont on ne peut, à l'heure actuelle, que conjecturer l'ampleur.

\*

## II

C'est en Août 1807, que Talleyrand quitta les Affaires Etrangères, de son plein gré: mais dès avant cette date avait commencé de s'agglomérer, autour de lui, le regroupement dont a parlé Metternich:

*»(Ce) parti de la paix ... existe depuis 1805; la guerre de 1806 et 1807 a renforcé ses moyens, l'entreprise échouée contre l'Espagne a rendu populaire et les chefs du parti et leurs arguments«<sup>1</sup>*

Talleyrand connaissait Hambourg: c'est dans ce port qu'il avait débarqué en juillet 1796, au retour des Etats-Unis, et il y avait séjourné plus d'un mois, avant de prendre la décision de rentrer en France; un banquier s'y occupait même de ses affaires: si l'on en croit Lacour-Gayet, c'est Osy, que nous connaissons déjà<sup>2</sup>. Lors de son séjour il avait pu y retrouver une autre vieille connaissance: l'abbé Louis, son ancien diacre de la fête de la Fédération, qui en 1786 commentait avec lui, Panchaud et Dupont de Nemours, le traité de libre-échange franco-anglais. Emigré en Angleterre, déguisé en commis de la banque Greffulhe<sup>3</sup>, Louis était ensuite passé à Hambourg, où il avait fondé avec Beaumarchais un bureau d'affaires<sup>4</sup>, collaboré au Journal de l'émigration, »le Spectateur du Nord«<sup>5</sup>; en 1796, il était encore signalé par Reinhard comme un membre influent du »parti d'Orléans« à Hambourg<sup>6</sup>. Sans doute était-il

<sup>1</sup> Archives des Aff. Etrang. de Vienne, Frankr., 291, 24 Septembre 1808.

<sup>2</sup> LACOUR-GAYET, Talleyrand, III, p. 438.

<sup>3</sup> ANTONETTI, op. cit., p. 39.

<sup>4</sup> FORNERON, Histoire générale des Emigrés, I, p. 403.

<sup>5</sup> SERVIÈRES, l'Allemagne française sous Napoléon I<sup>er</sup>, p. 17.

<sup>6</sup> Arch. Aff. Etrang., note de Reinhard du 7 ventôse an IV.

devenu, en 1806, grâce à Mollien, Directeur de la Caisse de Service, mais il restait attaché à Talleyrand, lui apportant sans doute d'utiles indications sur le mouvement des fonds et la situation financière de l'Empire.

Toujours à Paris, mêlé aux intrigues du parti de la paix, nous trouvons Ouvrard, à qui, selon ses *»Mémoires«*, Talleyrand avait *»témoigné une grande bienveillance«* dès 1797. Cette bienveillance devait être durable, puisqu'en Septembre 1830 encore, au grand scandale du Ministre des Affaires Etrangères, le Comte Molé, Talleyrand, en route pour son ambassade extraordinaire de Londres, devait s'enfermer à Calais avec Ouvrard pour mettre au point une tactique financière dans les négociations avec la Hollande<sup>7</sup>.

Laissons de côté pour l'instant Reinhard lui-même, Ministre de France à Hambourg jusqu'en 1805, qui avait rencontré Talleyrand à Londres dès 1792, et de qui Talleyrand tint à prononcer l'éloge académique avant de mourir, en 1838; il revint certes à Hambourg en octobre 1809, pour y préparer avec Bourrienne un projet de constitution pour les grandes villes hanséatiques, mais il est peu probable qu'il y ait eu alors un grand rôle<sup>8</sup>. En revanche, son successeur Bourrienne, très lié lui aussi à Talleyrand depuis le 18 Brumaire, n'était pas moins ami d'Ouvrard, comme en témoignent ses *»Mémoires«*:

*»J'ai beaucoup connu M. Ouvrard«*, dit-il<sup>9</sup>, et il semble même qu'il lui ait rendu de réels services, dès 1800 ou 1801; en tout cas Bourrienne a cet aveu merveilleux, l'un des rares qui lui échappent sur le plan financier:

*»(En 1802) Bonaparte avait refusé un passeport à Ouvrard pour aller toucher ses piastres au Mexique... Je fus d'autant plus fâché de ce refus, que M. Ouvrard m'avait donné à entendre qu'il me ferait prendre part aux opérations qu'il pourrait faire en Espagne, et qu'elles seraient prodigieuses«*.<sup>9</sup>

C'est le même Bourrienne qui indique dans ses *»Mémoires«*, que, se conformant d'ailleurs aux instructions de Talleyrand, il s'était lié à Hambourg avec de nombreuses maisons de commerce:

*»Le commerce forme de tous ceux qui l'exercent une corporation unie par le plus fort de tous les liens, l'intérêt commun; et les correspondances commerciales offrent souvent une source d'observations très sûres, et des renseignements précieux qui échappent aux perquisitions des agents des gouvernements. J'en ai beaucoup profité«*.<sup>10</sup>

<sup>7</sup> Cf. LACOUR-GAYET, III, p. 238, IV, p. 191, et MICHEL HUISMAN, R.H.M., 1 Oct. 1934.

<sup>8</sup> Arch. Aff. Etrang. Hambourg, t. 120; Reinhard à Champagny, 19 Oct. 1809. Faut-il rappeler que Reinhard avait épousé une demoiselle Reimarus?

<sup>9</sup> Mémoires de M. DE BOURRIENNE, VII, 6.

<sup>10</sup> Mémoires de M. DE BOURRIENNE, VI, 18.

Le verbe est à coup sûr à entendre dans son double sens;<sup>11</sup> on sait qu'après le rappel précipité de Bourrienne, fin 1810, l'Empereur fit perquisitionner (en vain) chez plusieurs négociants de Hambourg, suspects de relations avec lui, dont Osy.

Autour de ces personnages importants, on peut faire mention de l'écrivain Charles de Villers, messin comme l'Abbé Louis, fixé à Lübeck par la femme du bourgmestre Rodde, Dorothee Schlozer, qui avait lui aussi collaboré au »Spectateur du Nord«, avant d'étudier la littérature allemande, mais encore de traduire, en 1809, la brochure de Reimarus, le beau-père de Reinhard: »Doléances des peuples du continent de l'Europe au sujet de l'interruption de leur commerce«<sup>12</sup>. On ne sera pas surpris de le voir, à Lübeck, s'improviser secrétaire de Bernadotte. On le sera davantage de voir Reinhard et Bourrienne, invités en octobre–novembre 1809 à préparer pour les villes hanséatiques une Constitution qui préfigurât leur annexion, consulter »M. de Villers, homme de mérite«<sup>13</sup> et adresser au Ministre le mémoire, déjà cité, que celui-ci avait rédigé sur le commerce et la neutralité des trois villes.

Sans doute encore faudrait-il étudier de plus près le consul La Chevardière, qui aux débuts de la Révolution était chef de bureau à la caisse de l'Extraordinaire, donc l'employé des Lecouteulx, et familiarisé, à ce titre, avec les transactions sur les métaux<sup>14</sup>. Il devait être compromis dans la disgrâce de Bourrienne, en 1810.

Jusqu'ici, nous n'avons mentionné à propos de ces hommes que des faits, fondés sur des textes. Nous devons entrer maintenant dans un domaine plus hypothétique, mais qui n'est pas seulement, semble-t-il, celui du roman policier. Il s'agit du rôle que purent tenir, en 1805–1806 d'abord, en 1808–1809 ensuite, les personnages que nous venons de passer en revue, dans les grandes spéculations sur le mouvement des piastres d'Amérique.

Ce rôle, on le devine d'abord par les réactions de l'Empereur lui-même: la première spéculation sur les piastres devait entraîner la reprise en main de la Banque de France, et la fameuse scène de violence en février 1806 contre Ouvrard et Barbé-Marbois. Pour la seconde spéculation, qui nous est connue par les Mémoires de Mollien, d'Ouvrard, et aussi par Thiers qui avait recueilli quelques indications de bonne source, c'est par Napoléon lui-même que nous connaissons sa réaction:

<sup>11</sup> Cf. SERVIÈRES, op. cit., ch V, passim.

<sup>12</sup> Cf. à ce sujet DUNAN, Napoléon et le Royaume de Bavière, p. 424 n. 61 et p. 684 n. 11; l'ouvrage DE WITTMER: Un précurseur de Mme de Staël, et SERVIÈRES, op. cit. p 85, n. 2.

<sup>13</sup> Cf. Arch. Aff. Etrang. Hambourg, t. 120, et SERVIÈRES, op. cit., p. 174.

<sup>14</sup> Comme le prouve sa suggestion, en 1803, de rassembler des cuivres, fers et bronzes à Hambourg et de les vendre pour équiper une flotille française. Cf SERVIÈRES, p. 57, n. 3.

» Je me suis emparé de la Hollande et des villes hanséatiques parce qu'elles étaient les véritables places fortes de l'Angleterre; c'est là qu'elle fabriquait ses monnaies de subsides, qui ont corrompu les cabinets étrangers et jusqu'aux agents français qui faisaient si bien leurs affaires et si mal les nôtres<sup>15</sup>.

Mais on aperçoit le rôle du »parti de la paix« à d'autres indices mineurs, et en particulier à l'acharnement – fort excessif s'il s'était seulement agi de faire rendre gorge à un fonctionnaire qui eût spéculé, avec lequel Napoléon ordonna de récupérer, dans le plus grand secret, les papiers et la cassette de Bourrienne. Comment ne pas supposer qu'entre Octobre 1808, date à laquelle Ouvrard obtint enfin un concordat qui réglait l'affaire de 1805 (au moment même où Napoléon partait pour l'Espagne) et Juin 1810, date de la disgrâce de Fouché, qui annonçait celle de Bourrienne, et les annexions justifiées par Napoléon dans le texte que nous venons de citer, le parti de la paix avait agi en force? Entre temps, faut-il le rappeler, en janvier 1809, Talleyrand avait été ignominieusement chassé, et avait aussitôt offert ses services à l'Autriche.

En quoi consistait l'opération? Il est bien difficile de le savoir. Tout au plus peut-on poser quelques jalons.

Voyons d'abord le point de vue de l'Angleterre; comme Talleyrand l'avait prévu, l'expédition française d'Espagne, en 1808, eut pour elle des effets plutôt heureux: importations fortement stimulées, enthousiasme – dont les conséquences psychologiques furent incalculables – des milieux d'affaires devant les perspectives, dès août – septembre 1808, d'une ouverture complète des immenses marchés de l'Amérique espagnole, ralliée à Ferdinand<sup>16</sup>. Mais, si les exportations dans cette direction passaient de £ 1,3 millions en 1807 à £ 6,4 en 1809<sup>17</sup>, l'encaisse métallique de la Banque ne s'accroissait pas pour autant. En février 1809, la circulation en numéraire représentait en Angleterre 24 % de la circulation du papier, contre 35 % en février 1807<sup>18</sup>. Dans le même temps, le change anglais baissait à Hambourg, et il fallait encore trouver du numéraire pour l'armée de Wellington, les ingénieuses combinaisons des Rothschild n'étant pas encore au point (elles ne le furent, semble-t-il, que vers 1811)<sup>19</sup>. Quoi qu'il en soit, de 1807, où l'Angleterre accepta de transporter sur ses propres navires les piastres dues à Ouvrard, (ou plutôt au Trésor français), à 1813, où elle ferma les yeux sur la contrebande de Rothschild,

<sup>15</sup> Cité par MOLLIN, Mémoires, III, p. 294, Cf aussi II, pp. 467 et 502 sqq.

<sup>16</sup> Cf. CROUZET, I, p. 363, et GAYER, ROSTOW et SCHWARTZ, The Growth and Fluctuation of the British Economy, I. pp. 87-109.

<sup>17</sup> GAYER, ROSTOW ... loc. cit., p. 89.

<sup>18</sup> Ibid, p. 105.

<sup>19</sup> Cf. BERTRAND GILLE, Histoire de la Maison Rothschild, I, pp. 45 sqq, et Crouzet, II, p. 842.

pour la plus grande stupéfaction de Mollien, on peut considérer que le gouvernement britannique ne fut guère préoccupé par le problème du numéraire. Pourtant, c'est bien sans doute en numéraire qu'étaient acquittés les produits coloniaux qui, grâce à la contrebande, parvenaient en Hollande et à Hambourg. Dès lors, où passaient l'or et l'argent?

Les villes hanséatiques, quant à elles, assistaient avec consternation à la création d'un nouveau courant commercial, auquel elles ne pouvaient participer, tandis que les anciens leur étaient interdits par le blocus. De l'occupation de 1806 à l'annexion de 1810, pas moins de treize notes ou mémoires furent présentés au gouvernement impérial, soit par le Ministre Abel, soit par le Sénateur de Groning, de Brême: *»Considérations sur les suites de l'occupation... et de la fermeture des ports«*, *»Commerce des villes Anséatiques avec les ports de France«*, etc...<sup>20</sup> Elles faisaient toujours valoir les mêmes arguments: ces villes sont de véritables entrepôts européens, du fait même de leur situation géographique; seul le *»rétablissement de leur commerce maritime enlèvera aux Anglais leur monopole, et, permettant au continent d'écouler ses productions et ses objets manufacturés, le préservera de l'épuisement total de son numéraire«*<sup>21</sup>. Si ce commerce neutre pouvait atteindre l'Amérique méridionale et les Antilles espagnoles, il permettrait aux marchandises européennes (et en particulier hollandaises et françaises) de concurrencer à nouveau les produits anglais. Abel insistait encore sur ce point en août 1810, se disant convaincu que sa suggestion était *»conforme aux plus chers intérêts de la France et du continent de l'Europe«*. Assurément, de telles vues représentaient également le sentiment des négociants hollandais, et, avant l'annexion de son royaume, de Louis Bonaparte lui-même.

On peut par là mieux comprendre les vues exposées par Ouvrard à Napoléon, dans sa note du 22 Mars 1810<sup>22</sup> rédigée après un voyage en Hollande: fermer aux Anglais les ports du Nouveau Monde, en installant Ferdinand au Mexique, et peut être Lucien Bonaparte aux Etats-Unis. Mais, pour cela, faire d'abord la paix avec l'Angleterre. On comprend aussi comment un tel projet pouvait séduire Louis Bonaparte, puisqu'il comportait en outre un complexe projet de remboursement de la Hollande en piastres espagnoles, qui aurait sans doute offert à Ouvrard de fructueuses opérations, mais surtout, à la France, une nouvelle et indirecte alimentation en numéraire<sup>23</sup>.

A coup sûr, le parti hanséatique était mêlé à ces projets: c'est le lieu de citer le très important passage des Mémoires de Bourrienne, où est

<sup>20</sup> Cf. Arch. Aff. Etrang. Hambourg, t. 119-121, passim.

<sup>21</sup> Abel à Champagny, 6 Novembre 1809 (Arch. Aff. Etrang.)

<sup>22</sup> Arch. Nat., AF IV 1674.

<sup>23</sup> Voy. à ce sujet MOLLIN, Mémoires, II, p. 502-520.

évoqué un mystérieux voyage d'Ouvrard en 1808, dont il s'était bien gardé de dire un mot dans sa correspondance diplomatique officielle:

Il rappelle d'abord la spéculation de 1804-1806:

*» J'ai vu naître la plupart des faits que je vais rapporter; les autres, je les tiens  
 » de M. Ouvrard lui-même, qui, lors d'un voyage qu'il fit à Hambourg en 1808,  
 » me parla avec beaucoup de détails de son immense affaire avec le Roi  
 » d'Espagne. Je suis resté convaincu d'une chose, c'est que si cette affaire eût  
 » été poursuivie, non seulement elle aurait été prodigieusement avantageuse à  
 » M. Ouvrard, mais, en même temps elle pouvait l'être beaucoup à l'Espagne  
 » qu'elle tirait de la misère, et aussi à la France, dont elle eût dès lors relevé et  
 » soutenu le crédit ébranlé. «<sup>24</sup>*

Mais aussi, et ici les expressions ne peuvent plus se rapporter seulement aux souvenirs de 1804:

*» Tout ce que, pendant son séjour à Hambourg, M. Ouvrard me dit sur son  
 » aventureuse carrière et surtout sur sa grande affaire des Amériques m'intéressa  
 » vivement. D'abord son projet m'avait paru tellement gigantesque qu'il m'ef-  
 » fraya; mais j'avoue que lorsqu'il en eut développé les avantages, et les moyens  
 » d'exécution qu'il avait réunis, je fus tout à fait séduit. «*

Si l'on tient compte du fait que Bourrienne indique d'autre part qu'un négociant de Lübeck, en mai 1808, avait la complaisance de venir à Hambourg tout exprès pour lui communiquer une lettre qu'il venait de recevoir d'un correspondant de Madrid (il n'y a pas de raison de penser que ce fait ne se soit pas reproduit à bien d'autres reprises), on aperçoit combien le réseau politico-financier qui se révéla au grand jour en 1810, et entraîna l'épreuve de force générale, était prêt à agir dès 1808; il ne faut probablement pas attribuer à une autre cause l'infamant renvoi de Talleyrand en Janvier 1809. Une confirmation indirecte en est donnée par la remarque faite par l'Empereur à Fouché, quand il lui fit subir le même sort, en Juin 1810, tout en faisant incarcérer Ouvrard:

*» Vous vous croyez bien fin, et vous ne l'êtes guère cependant: c'est Talleyrand  
 » qui est fin, et dans cette occasion il vous a joué comme un enfant. «<sup>25</sup>*

Napoléon avait su reconnaître, même si certains détails lui demeurèrent ignorés, le dessein d'ensemble de ses adversaires.

<sup>24</sup> BOURRIENNE, VII, 6.

<sup>25</sup> PASQUIER, Mémoires, I, P. 393.

Mais la disgrâce de Talleyrand, de Bourrienne et de Fouché, l'annexion des villes hanséatiques et de la Hollande, n'empêchèrent pas pour autant les menées du parti de la paix. C'est désormais par Francfort et Mayence, grâce à Dalberg et aux Rothschild, qu'elles allaient principalement s'effectuer. Napoléon cependant veillait toujours, ainsi que le rappelle Servières<sup>26</sup>, puisque Bourrienne étant retourné à Hambourg, en août 1812, l'Empereur donna, de Russie, l'ordre de la faire renvoyer en France dans les vingt quatre heures.

\*

Terminons sur deux citations: l'une nous dépeint en début d'Avril 1814, l'antichambre de Talleyrand, le tout puissant chef du gouvernement provisoire:

*» Bourrienne y règne en maître; le vieux Dupont de Nemours remplit les fonctions de secrétaire particulier, et Fouché est revenu de Naples pour avoir sa part du festin«.*

Le tableau est de Mme Reinhard, qui cite son mari, témoin de la scène<sup>27</sup>. Elle pourrait ajouter que Bernadotte vient à Paris tenter sa chance, que Louis est Commissaire provisoire aux Finances, et qu'au Ministère des Affaires Etrangères, un archiviste qui ne restera que quelques jours, M. de Villers, s'emploie à brûler les papiers de Talleyrand.

L'autre est du Baron Hottinguer, le protégé de Talleyrand et de Labouchère. Il s'agit d'un mot prononcé en 1815, après Waterloo, devant le banquier Insinger:

*» Ah! Messieurs! Je commence à croire que nous avons de grands torts envers l'Europe, quand je vois les fils des premiers négociants d'Amsterdam le sabre au bras devant moi!«*<sup>28</sup>

<sup>26</sup> op. cit. p. 477.

<sup>27</sup> Lettres de Mme Reinhard, p. 401.

<sup>28</sup> Cité in MAX GÉRARD, Messieurs Hottinguer, banquiers à Paris, I, p. 235.